



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Il faut revenir à une logique de paix et stopper la Russie dans son escalade à la guerre totale

Le 21 septembre 2022, le président russe Vladimir Poutine a ordonné une mobilisation prétendument partielle qui constitue une nouvelle étape tragique dans la guerre qu'il a lui-même décidé de déclencher, en envahissant l'Ukraine le 24 février dernier.

Depuis 2014 et de façon démultipliée après février de cette année, les conséquences des visées impérialistes et guerrières russes ont provoqué :

- plusieurs dizaines de milliers de morts civils et militaires ;
- plus de 14 millions de personnes ont quitté leurs foyers dont 6 ont trouvé refuge à l'extérieur des frontières de l'Ukraine, ce qui représente un chiffre supérieur aux populations déplacées après la seconde guerre mondiale ;
- des milliards d'euros de dégâts sur les infrastructures et les zones d'habitation, avec des dizaines de villes et villages quasiment rayés de la carte ;
- plus d'un demi-million de citoyens russes ont aussi fui leur pays et plus de 18 000 autres ont été arrêtés dont près de 1 500 dans les manifestations d'hier. Ils attendent pour la plupart d'être jugés, encourant des peines pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison pour avoir « exprimé un sentiment pacifiste » ;
- l'instrumentalisation de cette guerre par les gouvernements occidentaux, États-Unis en tête, pour renforcer les budgets d'armements, la militarisation et l'extension de l'Otan, en lieu et place des investissements vitaux indispensables dans la transition sociale et environnementale ;
- au Bélarus, rappelons que toute la direction du syndicat indépendant BKDP est emprisonnée, depuis le 19 avril, et encoure de très lourdes peines pour les mêmes raisons. À la fin du mois de mars dernier, lors d'un webinaire organisé par la CGT avec plus d'une vingtaine de syndicalistes ukrainiens, Alexandre Yaroshuk, le président du BKDP était intervenu, porteur d'une courageuse et émouvante déclaration pacifiste. Depuis la mi-avril, nous sommes sans nouvelle de notre camarade Alexandre qui était aussi présent aux congrès de la CGT à Toulouse et Dijon. Rappelons que le Bélarus applique toujours la peine de mort et que nos camarades se trouvent sous l'accusation de haute trahison ;
- les libertés publiques et politiques en Russie sont aujourd'hui inexistantes après avoir été sous attaques constantes tout au long des mandats du président Poutine ;
- quant aux droits sociaux et syndicaux, ils se retrouvent suspendus partout dans cette zone du monde, en raison de la loi martiale et du basculement vers l'économie de guerre ;
- enfin, l'ensemble de la planète se retrouve prise en otage sur les plan économique (avec le retour d'une forte inflation et les incertitudes sur l'accès aux matières premières et à l'énergie), écologique (avec le risque nucléaire tant civil que militaire) et humanitaire (avec les difficultés d'approvisionnement notamment en denrées agricoles).

Dans un tel contexte, la CGT réitère son soutien et sa solidarité au peuple ukrainien qui résiste à l'impérialisme russe. Elle se tient aussi aux côtés des citoyens russes qui, avec courage, tentent de s'opposer et de manifester contre la guerre et qui rappellent ces paroles de Lénine : « La classe ouvrière, face à une guerre réactionnaire et impérialiste conduite par son gouvernement, ne peut souhaiter d'autre issue que la défaite de son gouvernement. »

Les troupes russes doivent quitter le territoire ukrainien et la paix doit être rétablie dans la région.

La CGT rappelle « qu'une paix universelle et durable n'est envisageable que sur la base de la justice sociale » [Constitution de l'OIT, 1919].

Paix en Ukraine, libertés en Russie et au Bélarus !

Montreuil, le 22 septembre 2022